



#differenceisnotacrime

#الاختلاف_ليس_جريمة

**A qui de droit,
Les médias audiovisuels , régionaux et internationaux arabophones ,
Au Liban, Tunisie et Egypte
5/3/2021**

Nous espérons que cette lettre vous trouvera en bonne santé,
Salutations,

Nous vous écrivons au nom des organisations suivantes : "Haven for Artists , Mawjoudin, Helem, AFE et Atyaf" pour vous informer des résultats de notre recherche sur une série de violations de droits auxquelles sont confrontées les personnes LGBTQI+ au Liban, en Égypte, en Tunisie et dans la région MENA en général, et pour obtenir des informations et élaborer une stratégie de coopération entre les institutions de médias et les associations concernant les pratiques des médias concernant des personnes LGBTQI+ dans chacun des pays susmentionnés. Les personnes LGBTQI+ sont des personnes qui ont des orientations sexuelles et/ou des expressions et des identités de genre et/ou des caractéristiques sexuelles non normatives.

En avril, chacune des associations impliquées dans cette lettre a publié une campagne basée sur une recherche autour de la discrimination et de la violence dont sont victimes les personnes LGBTQI+ lorsqu'elles sont accueillies par des médias au Liban, en Égypte et en Tunisie. Cette campagne est une réponse à différents épisodes et interviews qui ont été diffusés sur votre chaîne et qui incluent des membres de la communauté LGBTQI+.

Les associations participantes à la campagne ont constaté une augmentation des taux de violence et de traitements non éthiques à l'encontre des membres de la communauté LGBTQI+ de la part des présentateur.rices et des animateur.rices des

programmes médiatiques diffusés sur vos chaînes. Il s'agit notamment de discours haineux, de l'incitation à la violence, de diffusion de fausses informations sur les personnes et la cause Queer, d'accès à des informations privées que les personnes ne veulent pas partager dans le cadre de l'émission, de mégenrage, non respect des personnes et de leur façon de s'exprimer, pathologisation devant le public, de jugement de leur vie au nom de la religion, des coutumes et des traditions, en plus de les rabaisser et de les déshumaniser.

La plupart des épisodes incluant des membres de la communauté LGBTQI+ ont été diffusés dans le but d'attirer l'attention du public, comme c'est le cas dans les médias égyptiens, en négligeant complètement les problèmes et les défis réels auxquels la communauté Queer est confrontée et dont elle souffre, que ce soit en termes de problèmes sociaux, juridiques et/ou de santé. La plupart du temps, lorsque les professionnels des médias accueillent des personnes LGBTQI+ sur leur plateforme, ils adoptent un comportement insultant et dévalorisant envers l'invité.e en question, et la culture du coming out forcé est perpétuée. En outre, ils choisissent toujours de montrer les personnes qui portent des identités de genre non normatives comme des victimes et des membres vulnérables de la société, dans l'espoir de mettre en lumière les problèmes et les défis auxquels cette communauté est confrontée, alors qu'ils perpétuent en fait tout le contraire. Ils ne font que contribuer à la consolidation des stéréotypes dont souffre cette communauté, en oubliant complètement les besoins fondamentaux que les personnes LGBTQI+ cherchent à atteindre, à savoir l'accès à la justice et à l'égalité.

La contribution des associations concernées par cette campagne est de créer une opportunité pour les rédacteur.rice en chef.fe des plateformes médiatiques de fournir et d'inclure des informations et de nouvelles perspectives qui pourraient contribuer à améliorer le contenu médiatique lorsqu'ils accueillent des membres de la communauté LGBTQI+. Nous nous efforcerons d'inclure dans notre campagne toute information pertinente que vous nous enverrez, si nous la recevons avant le 20 mai 2021, afin que notre campagne soit aussi complète que possible. Nous vous serions reconnaissant.es de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1- Nous recommandons, lors de notre prochaine campagne, aux médias locaux de recommander aux animateur.rices et présentateur.rices de l'émission de cesser de violer les droits des personnes LGBTQI+ sur la base de leur orientation sexuelle ou/et de leur identité de genre, notamment en violant leur vie privée, et en publiant des informations erronées sur la question LGBTQI+.

2- Nous recommandons aux plateformes médiatiques d'émettre des protocoles et des instructions claires à l'intention des animateur.rices et des présentateur.rices de programmes, afin de renforcer les principes éthiques dans le traitement des questions LGBTQI+ et de parvenir à une couverture efficace et constructive des problèmes que la communauté cherche à résoudre. Les médias vont-ils adhérer à cette recommandation ?

3- Nous recommandons de ne pas publier les images fausses et stéréotypées dont souffre cette communauté, en limitant le droit des animateur.rices à l'accueil des personnes pour juger de la vie des personnes LGBTQI+ et des milieux dont elles sont issues.

a- Comment les plateformes médiatiques vont-elles s'assurer que les présentateur.rices de programmes respectent les droits et les identités des personnes LGBTQI+ lorsqu'ils les accueillent, et s'abstiennent de les harceler sur la base de leur identité de genre ou de la manière dont ils l'expriment ?

4- Nous savons que les médias respectent la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui stipule le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de l'individu sans aucune discrimination, et que les médias disposent d'un mécanisme de plainte par lequel les individus qui ont été harcelé.es ou maltraité.es par les professionnel.les de média peuvent signaler les violations :

a- Veuillez nous fournir des détails sur les mécanismes actuellement en place pour tenir les présentateur.rices de programmes responsables des violations qu'ils commettent à l'encontre des personnes LGBTQI+.

b- Au cours des cinq dernières années, des présentateur.rices de programmes médiatiques ont-ils été tenu.es responsables des violations qu'ils ont commises à l'encontre de personnes LGBTQI+ ? Si oui, quel en est le nombre, quels sont les délits et quelles sont les sanctions ?

c- Quelles sont les mesures concrètes prises par les médias pour s'assurer que les animateur.rices des programmes médias, y compris la communauté LGBTQI+, connaissent les mécanismes de plainte actuels, que la plainte est traitée de manière

confidentielle et rapide, selon une procédure claire, et que les animateur.rices peuvent déposer une plainte sans crainte de représailles ?

5- Nous recommandons que les médias publient des directives claires concernant le traitement des personnes LGBTQI+, avec des sanctions appropriées en cas de non-respect des directives. Les médias vont-ils adhérer à cette recommandation ? Si oui, veuillez nous indiquer le calendrier de cette action et les mesures concrètes que vous prendrez pour la mettre en œuvre.

Nous attendons avec impatience vos réponses à ces questions, ainsi que tout autre commentaire que vous souhaiteriez faire concernant la couverture médiatique éthique des personnes LGBTQI+ au Liban, en Égypte et en Tunisie. Nous nous réjouissons de l'opportunité de vous rencontrer pour collaborer et discuter de nos conclusions.

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous porterez à notre lettre ouverte . Si vous avez des questions ou des commentaires, n'hésitez pas à nous contacter.

**Avec beaucoup d'appréciation et de respect,
Haven for artists , Mawjoudin, Atyaf, Helem, AFE**

Une brève présentation des organisations participantes :

Haven for Artists :

Haven for Artists est une organisation artistique féministe queer (ONG) basée à Beyrouth, au Liban, qui travaille à l'intersection de l'art et de l'activisme. Haven combine des méthodes créatives et humanitaires afin de faciliter un espace sécurisant pour l'échange de connaissances, d'outils et de compétences dans le but de créer un monde plus juste.

HFA estime que l'art est le seul moyen d'expliquer des questions socioculturelles complexes de manière accessible à un public diversifié et sans violence . À cette fin, la HFA met en relation des artistes talentueux.ses du Moyen-Orient avec des groupes de défense des droits humains , des militant.es et des ONG qui luttent pour faire avancer les droits humains, en particulier ceux des personnes LBTQI+ et des femmes.

Nous accueillons/produisons :

- des expositions visuelles régulières
- Festivals, concerts et événements culturels

- Tables rondes, ateliers et forums créatifs
- des campagnes de sensibilisation et d'aide humanitaire.

MAWJOUNDIN:

MAWJOUNDIN est une ONG à but non-lucratif officiellement enregistrée et basée en Tunisie, travaille pour garantir l'égalité, protéger les droits humains, les droits corporels et sexuels des membres de la communauté LGBTQI+ et les autres groupes marginalisés à travers le plaidoyer, la documentation, le renforcement des capacités, la sensibilisation, la création des espaces sécurisés et sûrs et le lobbying. Notre approche est inclusive, on adopte une approche de décentralisation pour inclure les gens venant de backgrounds différents, de toutes les tranches d'âges, de tous les genres et les orientations sexuelles et de différentes villes à travers toute la Tunisie.

Notre objectif principal est de promouvoir la diversité et la non-discrimination pour combattre l'oppression. On s'engage à défendre les droits des individus LGBTQI+ pour qu'ils puissent vivre ouvertement dans une société respectant leur dignité.

Notre vision est de diffuser la culture du respect des droits humains pour qu'on puisse créer une société dans laquelle la discrimination basée sur les **orientations sexuelles, l'identité et l'expression du genre et les caractéristiques sexuelles** est inexistante, qui fait la promotion de l'intégrité, la dignité, célèbre la différence et où l'amour et l'expression de l'identité ne sont pas des crimes.

Helem :

Helem (ou "rêve" en arabe) est la première organisation de défense des droits des personnes LGBTQIA+ dans le monde arabe, officiellement créée à Beyrouth, au Liban, en 2004. Notre mission est de mener une lutte pacifique pour la libération des lesbiennes, gays, bisexuel.le.s, intersexes, transgenres, queers et autres personnes ayant une sexualité et/ou une identité de genre non-normative (LGBTQIA+) au Liban et dans la région MENA contre toutes sortes de violations de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels individuels et collectifs.

Helem mène actuellement de nombreux programmes et campagnes de plaidoyer, en plus de fournir des services aux membres de la communauté LGBTQIA+ - principalement au Liban - tels que des interventions d'urgence, du soutien juridique, l'assistance en matière de santé mentale, etc. En outre, nous maintenons un centre communautaire ouvert à tous les membres, bénévoles et visiteurs. Le centre communautaire sert non seulement d'espace sécurisant dans lequel des activités et des événements mensuels sont organisés, mais une plateforme pour les

activistes Queer qui partagent et veulent faire partie du combat et de la vision de Helem.

Nous sommes animés par notre mission de donner aux leaders LGBTQIA+ de tous horizons les moyens d'être des pionniers et de mener leur libération sexuelle et de genre. Nous utilisons une approche locale et communautaire qui fait de la diversité une force et non une faiblesse.

Atyaf :

Un groupe médiatique régional arabophone queer, fondé en juillet 2017, nous croyons en l'intersectionnalité, et au changement social à travers différentes plateformes médiatiques. Nous croyons également en l'importance de construire un discours médiatique queer générant du contexte local/régional, sur lequel travaillent des individus de différents groupes de la communauté queer et au genre non-conforme. Nous croyons également en l'importance du plaidoyer afin de mettre un terme aux divers discours médiatiques qui s'opposent aux personnes LGBTQIA+ et aux questions d'orientations sexuelles, de caractéristiques sexuelles et d'identités de genre non normative, qui incitent à la haine et à la violence et qui enracinent le rejet et la désinformation.

AFE :

La Fondation arabe pour les libertés et l'égalité (AFE) est une organisation non gouvernementale officiellement enregistrée, basée à Beyrouth, au Liban. L'AFE concentre ses efforts exclusivement sur les États arabes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA).

L'AFE soutient des groupes d'activistes de base et des organisations (partenaires régionaux) qui travaillent sur un large éventail d'initiatives, notamment les droits humains, le genre et la santé sexuelle. L'AFE offre un ensemble complet d'opportunités aux partenaires régionaux.

Notre volonté est d'avoir une société civile forte, indépendante des pressions politiques et financières, libre de mener son travail sur l'égalité, les libertés et les droits humains dans un environnement sûr. Construire une société avec un fort sentiment de citoyenneté et d'appartenance, qui ne fait pas de discrimination dans sa lutte pour les droits de son peuple, pour le changement, et qui n'a pas peur d'effectuer ces changements.

La mission d'AFE est d'encourager et de soutenir les activistes des droits pour l'autonomie corporels, de genre et sexuels au Moyen-Orient et en Afrique du Nord dans leur travail en renforçant leurs capacités, en finançant les activistes pour qu'ils s'organisent et en fournissant un soutien d'urgence aux activistes en cas de besoin.

